

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 19 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} OCTOBRE 2006
(PICARDIE)

NOR : *ASET0651305M*
IDCC : 1596

Entre :

L'union régionale de Picardie CAPEB,
La fédération française du bâtiment de Picardie ;
L'union régionale des sociétés coopératives ouvrières de production de
Picardie,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats de Picardie Force ouvrière ;
L'union régionale de Picardie CFDT ;
L'union régionale de Picardie CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minima des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum pour 151,67 heures (35 h hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimum
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
- position 1	150	1 254,31	8,27
- position 2	170	1 275,54	8,41
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 307,40	8,62
Niveau III Compagnons professionnels :			
- position 1	210	1 377,16	9,08
- position 2	230	1 475,75	9,73
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
- position 1	250	1 572,82	10,37
- position 2	270	1 672,92	11,03

Article 3

Le présent barème des salaires minima entrera en application au 1^{er} octobre 2006, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 15 exemplaires, sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Somme et remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Amiens, le 19 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)